

Développement durable : avec ou sans misère ?

Environnement, écologie, développement durable, qu'évoquent ces mots quand on n'a pas de logement, quand on n'arrive jamais à joindre les deux bouts, quand les enfants échouent à l'école ? Une impossibilité, une arnaque, un luxe, mais aussi un appel à une vraie vie, une exigence de justice, une soif d'avenir fraternel. En témoignent quelques-unes des réflexions échangées lors d'Universités populaires Quart Monde de Wallonie-Bruxelles, d'Ile-de-France et d'ailleurs.

par **Thierry
VIARD**

En dialogue avec des personnes vivant dans la pauvreté, le Mouvement ATD Quart Monde ¹ s'efforce de créer un partenariat avec des acteurs de la société civile et les pouvoirs publics, au niveau local, national et international, pour que le développement durable ne soit pas séparé de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et pour que l'expérience des personnes vivant dans la pauvreté soit prise en compte.

Réflexions sur le développement durable au cours des Universités populaires Quart Monde

À Bruxelles, les participants de l'Université populaire Quart Monde – venus des quatre coins de Wallonie et de Bruxelles – ont d'abord dit ce que le mot 'écologie' évoquait pour eux : changement, planète, ordre, gaspillage, avenir. « *On nous bourre le crâne avec l'écologie. Nous, que pouvons-nous changer en économisant un petit peu, alors que les grandes puissances comme l'Amérique rachètent les droits de*

polluer ? Donc pour moi, c'est de l'arnaque. » Et pourtant, « beaucoup de personnes se sentent concernées par l'écologie et l'environnement à cause des enfants, à cause du futur ».

À Paris, les participants à l'Université populaire Quart Monde d'Ile-de-France ont défini le développement durable et dénoncé son contraire, le gaspillage : *« Un développement durable, c'est un développement qui permet aux gens de durer et de vivre longtemps. Un développement, cela veut dire donner plus d'ampleur à la vie, transformer nos manières de vivre en mieux, pour la terre et pour les gens. Durable, cela veut dire pour que ça dure longtemps. Il faut trouver des moyens pour vivre mieux tous ensemble, pour nous permettre de vivre plus longtemps, mais pas seulement pour nous maintenant, il faut aussi penser à nos enfants et à nos petits-enfants. Si on ne fait pas attention, il y aura plus de cyclones, de tempêtes et d'inondations et de gens malheureux. »*

Pareille pensée a amené à dénoncer les gaspillages de toutes sortes : nourriture, chômage, manque de logement. *« On voit plein de nourriture dans les poubelles et de l'autre côté, des gens dans la précarité n'ont même pas à manger. La nourriture qu'on jette est un gaspillage inacceptable. » « Le chômage me touche de près. C'est un gaspillage de savoir et d'expérience, un gaspillage humain. » « C'est vrai : un jeune, on ne l'embauche pas parce qu'il n'a pas d'expérience et quand on a quarante ans, on vous met à la porte alors qu'on commence à avoir de l'expérience. On ne sait plus à quoi on sert. On n'est pas bon*

1. Les Universités populaires Quart Monde, créées en 1972, sont des lieux de dialogue et de formation réciproque entre des personnes qui vivent dans la précarité et d'autres qui veulent apprendre à lutter contre la misère avec ceux qui la vivent. Il y a deux dynamiques d'Université populaire Quart Monde en Belgique, l'une francophone et l'autre néerlandophone.

Voir : www.atd-quartmonde.be/Une-Universite-populaire-Quart.html

seulement pour une dizaine d'années. » « Que tout le monde n'ait pas droit à un logement, c'est un gaspillage. Je trouve que tout le monde, même quand on n'a pas beaucoup d'argent, doit pouvoir être logé et convenablement, pas dans des taudis et surtout pas à la rue. On ne fait des logements que pour les gens qui ont de l'argent. Sans logement, on ne peut pas vivre, on survit. Je suis désolée, mais c'est du gâchis. »

Comment parler de développement quand on ne peut pas se nourrir convenablement ? *« Nous vous transmettons l'état des finances d'une famille : 10% pour l'électricité, 13% pour le loyer, 10% pour l'assurance, 10% pour les transports, 5% pour le tabac, il reste 52% pour les loisirs, l'habillement et la nourriture. Soit dans le cas présent 390 euros, pour 6 personnes, soit 2 euros par jour et par personne. Chacun a dit comment il se débrouille avec ça. » « On fait les supermarchés discount et on choisit les premiers prix ou les promotions. À la fin du mois, on coupe le lait avec de l'eau. » « On ne profite pas toujours des réclames parce que nos frigos sont trop petits et trop vite remplis. » « J'en ai marre des pâtes, du riz. Les légumes frais, c'est mon rêve, mais je n'ai pas les moyens. » Et quand on n'a pas accès à l'eau potable ? *« On est sur un terrain avec notre caravane et il faut se débrouiller pour chercher de l'eau. Dans un magasin discount ou à la pompe à incendie ou au robinet du cimetière ou chez des amis, c'est l'eau pour boire et faire à manger. Beaucoup d'autres sont comme nous. Mais ce n'est pas facile quand on n'a pas de voiture et en hiver quand il gèle, ils ferment le robinet du cimetière. On récupère aussi l'eau de pluie pour faire la lessive et arroser les fleurs. Pour permettre un accès à l'eau, il faut poser des canalisations d'eau pour tous ceux qui en ont besoin. Le camion qui livre l'eau, c'est pas mal, mais c'est mieux d'avoir le robinet d'eau. »**

À Bruxelles, les réflexions ont aussi porté sur la difficulté de respecter l'environnement : est-ce que le développement durable est une question de riches ? *« Si on veut faire du tri, il faut acheter des sacs poubelles différents. Ça coûte. » « On n'a pas toujours les moyens ni l'espace dans*

son logement pour faire le tri des déchets. » « Quand on a des appareils électroménagers cassés (frigos par exemple), si on n'a pas de voiture pour aller les porter aux encombrants, il faut payer quelqu'un pour le faire. Sinon, on doit les mettre au fond de son jardin ou dans la cave. Alors les autres nous voient comme des pollueurs. » « Quand on achète des choses qui polluent moins, qui sont de bonne qualité et qui durent longtemps, ça coûte beaucoup plus cher à l'achat. On n'a pas forcément les moyens de faire cet investissement. » « On peut changer tous les jours son quotidien soi-même, c'est vrai, mais les autres ne le voient pas, ils ne font attention qu'à ce qui se remarque. On n'est pas écologique parce qu'on n'a pas de double vitrage ? »

Plusieurs contradictions sont relevées : « Ce qui est contradictoire, c'est que nous prônons d'acheter local comme les pommes, le lait, mais ça pourrait coûter plus cher que dans les grands magasins. Les produits qui viennent de loin coûtent parfois moins cher que les produits locaux. Quand on n'a pas beaucoup de sous, on achète moins cher. » « Dans certains pays, en Amérique latine et en Afrique aussi, des multinationales rachètent des terrains aux paysans. On leur dit : 'Produisez du colza, vous allez gagner plus.' Déjà ils ont du mal dans la vie. Ils produisent du colza pour les pays occidentaux, mais eux n'ont plus leurs terres pour cultiver leur propre nourriture. Ils doivent acheter leur nourriture aux pays occidentaux ou américains, à des prix forts. Donc ils produisent du colza, mais ne savent plus se nourrir. C'est une chaîne sans fin. » ²

La conclusion s'impose : comment prétendre débattre d'écologie et de développement durable si on ne met pas autour de la table les citoyens privés de tout ?

2. Propos extraits de : *Participants Université populaire Quart Monde, L'arnaque ?*, in *Revue Quart Monde, Développement durable : avec ou sans misère ?*, n°215, 2010 (article téléchargeable : www.editionsquartmonde.org/rqm/document.php?id=4991).

Dialogue pour bâtir ensemble un développement où ceux qui ont connu la misère sont acteurs

Chaque année, Luttes Solidarités Travail (LST)³ et ATD Quart Monde organisent à Namur un rassemblement le 17 octobre, lors de la Journée internationale du refus de la misère. En 2011, sous la houlette d'Associations 21⁴, le lien a été fait avec la Journée mondiale de l'alimentation du 16 octobre, lors d'une rencontre associative au Parlement wallon.⁵

Une première partie faisait se rencontrer des membres d'Associations 21 et des militants – nombreux – d'ATD Quart Monde⁶ et de LST. La rencontre a commencé par un état des lieux des échéances politiques en matière de développement durable aux différents niveaux de pouvoir : Région wallonne, Belgique fédérale et communauté internationale (perspective de Rio+20 et évaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement). Ensuite, les participants se sont répartis en ateliers pour croiser leurs points de vue et expériences sur les questions de pauvreté, d'alimentation et d'agriculture, au Nord comme au Sud de la planète.

3. Voir : www.mouvement-lst.org

4. Regroupement d'associations dont le but est de faciliter la concertation et les collaborations entre les associations de Belgique francophone en matière de développement durable. Leur enjeu est que les principes du développement durable – justice sociale, respect de l'environnement, viabilité économique, bonne gouvernance – soient intégrés dans toutes les politiques et tous les projets mis en œuvre dans les divers secteurs d'activité de la société pour permettre à toutes et tous d'accéder, ici et ailleurs, maintenant et demain, à une vie de qualité. Voir : www.associations21.be

5. Voir : www.atd-quartmonde.be/17-octobre-a-Namur-dialoguer-pour.html

6. Pour développer son action, ATD Quart Monde soutient l'engagement des personnes ayant une vie difficile à cause de la grande pauvreté et qui choisissent de rejoindre ATD Quart Monde pour apporter leur réflexion et leur expérience. Ces militants Quart Monde s'engagent activement à rechercher et soutenir des personnes encore plus démunies pour que tous puissent exercer leurs droits comme citoyens et participer au combat contre la misère.

L'enjeu le plus important était que des personnes qui vivent et portent des réalités différentes non seulement se parlent, mais arrivent à des accords et, au-delà, à une action commune. Parmi les points forts à retenir : le fait que chacun ait le droit et les possibilités d'être acteur de son propre développement et de celui de la société ; que chacun ait un revenu décent, qu'il s'agisse des agriculteurs, mais aussi des personnes et familles vivant dans la grande pauvreté. Par exemple : les représentants des paysans pointent l'importance de revenus équitables pour les agriculteurs ; du côté des consommateurs, on partage cette préoccupation, en pointant le problème des intermédiaires ; des allocataires sociaux voudraient pouvoir eux aussi manger bio, cultiver un potager, bénéficier de panneaux solaires, mais les banques alimentaires, l'isolement de certains logements ou les règlements des logements sociaux ne le permettent pas.

Parmi les points forts de la Journée internationale du refus de la misère, le 17 octobre 2011 au Parlement Wallon à Namur : le fait que chacun ait le droit et les possibilités d'être acteur de son propre développement et de celui de la société...



Photo : Henri CLARK, Le Pivrot

D'autres points ont aussi été abordés, comme les conditions de plus en plus dures requises pour obtenir ses droits, surtout pour les plus pauvres, le fait d'être placé dans la dépendance lorsqu'on a recours aux banques alimentaires ou aux distributions de nourriture, ici comme dans les pays du Sud, et donc les questions de souveraineté alimentaire, celles de l'accaparement des terres et de l'eau, de la mainmise financière sur l'alimentation... Tous les groupes ont émis le souhait qu'une telle rencontre se poursuive et permette d'approfondir et les réflexions et les pistes d'action. Car le dialogue social entre associations et citoyens prend du temps : celui de se connaître, de se comprendre, d'appréhender les points de vues des uns et des autres, pour parvenir à construire des revendications communes.

Transformation des modes de vie, des comportements et de la consommation

En France, Pierre Saglio, président d'ATD Quart Monde France, et Alain Chosson, vice-président de l'association CLCV (Consommation, Logement et Cadre de Vie) ont présidé une mission intitulée *Transformation des modes de vie, des comportements et de la consommation*⁷ : « Notre premier message a été de rappeler que l'éradication de la pauvreté est au cœur du développement durable et que cette ambition politique doit donner cohérence à l'ensemble des politiques du gouvernement. Notre deuxième message est qu'on ne peut exiger des consommateurs qu'ils changent leurs modes de vie et leurs comportements – et ils sont de plus en plus nombreux à agir dans ce sens – sans une transformation profonde des modes de production, de distribution et de décision. »⁸

7. Voir : www.developpement-durable.gouv.fr/Transformation-des-modes-de-vie.html

8. Cet extrait et ceux qui suivent sont tirés de : Pierre SAGLIO, *Pacte de la solidarité et de l'écologie*, in *Revue Quart Monde*, op. cit. (interview téléchargeable : www.editionsquartmonde.org/rqm/document.php?id=4998).

Partant de là, Pierre Saglio et Alain Chosson ont listé cinq ‘repères’ qui leur paraissent indispensables dans les politiques à mener :

- « - *L'accès de tous aux services essentiels et aux droits de tous : aujourd'hui cet accès est problématique pour les pauvres, voire pour une partie importante des classes moyennes menacées de paupérisation. L'ambition du droit pour tous recule dans notre pays. Le pacte de la solidarité et de l'écologie doit inverser la tendance, car des droits qui ne sont pas partagés par tous deviennent toujours des privilèges. Il doit affirmer la primauté du droit commun sur les droits conditionnels accentuant l'assistanat et le marquage social.*
- *Le refus des développements séparés et du creusement des inégalités : aujourd'hui, on risque de réduire le développement durable à sa seule dimension environnementale. On a laissé se mettre en place des circuits de consommation spécifiques pour les pauvres et les inégalités prendre des proportions totalement injustes et inacceptables.*
- *La conciliation entre échéances à court, moyen et long terme : on ne sait pas, parfois même on ne veut pas, faire cette conciliation, en particulier dans la lutte contre la pauvreté que l'on pilote trop souvent par l'urgence.*
- *L'évolution nécessaire des pratiques de production et de consommation : l'ère de la consommation effrénée doit laisser place à la satisfaction des besoins, l'amélioration de la qualité de la vie, par l'adhésion à une consommation à la fois 'plaisir et responsable'.*
- *La participation de tous et l'appropriation par tous du développement durable : elle est une clé dans tous les domaines. On le voit pour l'environnement, mais c'est vrai pour tout. Une démocratie qui ne se construit pas avec chacun est une démocratie en danger. »*

Ils font ensuite plusieurs propositions dans le champ de la consommation et des modes de vie, notamment sur le droit à une sécurité de revenus et aussi pour garantir l'accès aux services essentiels. Deux autres propositions concernent quant à elles :

- La suppression des circuits de consommation discriminant les personnes pauvres : *« Il faut rappeler qu'en France, les distributions alimentaires représentent deux millions et demi de repas distribués quotidiennement. Elles sont à l'honneur de celles et ceux qui les organisent et les financent par solidarité avec ceux qui n'ont rien ou si peu, mais elles sont l'illustration de décennies de politiques publiques de développement non durable. Nous demandons donc vivement au gouvernement de réfléchir, avec les organisations de lutte contre la pauvreté, aux moyens de les ramener à leur seule fonction de dépannage ponctuel. »*
- Le soutien à la diffusion de démarches de mise en réseau entre producteurs et consommateurs : *« Dans ce même esprit, nous constatons que nos concitoyens sont nombreux à soutenir des circuits de distribution qui favorisent les liens entre consommateurs et entre consommateurs et producteurs – incluant des rapports collectifs et négociés – et nous demandons de soutenir davantage les innovations qui ne manquent pas dans ce domaine, notamment les circuits courts, les productions locales, les jardins familiaux, etc. Autant de réponses à développer, car elles n'ont pas vocation à rester marginales, pour inventer des politiques alternatives aux modes de distribution actuels. »*

« Nous avons montré que nous ne voulions plus vivre ainsi »

Au Honduras, Doña Xiomara Lizeth Mejilla habite depuis 24 ans à Nueva Suyapa, près de Tegucigalpa, la capitale du Honduras. Elle témoigne ici des efforts des habitants pour faire face à la dégradation de l'environnement dans son quartier : « *L'année dernière, un torrent a emporté un membre de notre famille. Nous l'avons trouvé 20 km en contrebas, sous un pont, mort. C'est à cause de l'eau, parce que maintenant le fleuve croît trop. Je pense que tout cela est dû au fait que nous détruisons l'environnement. Lorsque des gens s'installent ici, ils doivent couper des arbres pour se faire une place. Certaines personnes les coupent et c'est tout ! D'autres pensent différemment. Si je coupe un arbre chez moi, je dois en planter un autre, pour le futur, car les arbres retiennent la terre. La déforestation fait qu'il fait très chaud en été et qu'il pleut beaucoup en hiver. L'eau est un ennemi permanent, parce que beaucoup d'eau ramollit la terre, et les maisons en torchis comme la mienne sont susceptibles de tomber. Notre maison est tombée en 1998, lors de l'ouragan Mitch qui a affecté énormément ma situation économique et morale. Nous n'avions plus d'argent et nous devions attendre les aides. Nous devions rester là, à écouter, sans le droit de donner notre avis. Les personnes qui arrivent pour vivre ici sont celles qui n'ont pas d'autre choix d'un lieu plus sûr. Elles viennent d'endroits où il n'y a pas non plus d'eau, d'électricité, etc. Elles essaient d'aller en ville et se retrouvent ici un jour, comme moi. Moi qui travaille, je sens que ma situation économique est très dure. Les hommes politiques ne savent pas ce que c'est de vivre dans un quartier pauvre avec seulement un lit, deux lits, une seule pièce dans laquelle on dort, on cuisine et on reçoit les invités. Avec des voisins, nous avons construit des renforts en ciment pour retenir la terre. Cela fait l'admiration des habitants. Nous avons aussi nettoyé des caniveaux. Un groupe de 20 personnes a été formé, dont 15 femmes. Nous avons montré que nous ne voulions plus vivre ainsi. J'aimerais*



Photo : François PHILIPONEAU, ATD Quart Monde

« Les hommes politiques ne savent pas ce que c'est de vivre dans un quartier pauvre avec seulement un lit, deux lits, une seule pièce dans laquelle on dort, on cuisine et on reçoit les invités. »

aller nettoyer le ruisseau où, quand on n'a plus d'eau, on descend pour faire la lessive, prendre notre bain, prendre de l'eau pour faire la cuisine. Mais si personne ne vous soutient, alors vous restez là, seul avec la bonne intention. »⁹

9. Propos publiés dans : Cíntia de CARVALHAES (propos recueillis par), « Nous avons montré que nous ne voulions plus vivre ainsi », in Feuille de route Quart Monde, n°418, juin 2012 (en ligne : www.atd-quartmonde.fr/Nous-avons-montre-que-nous-ne.html).

Et après Rio+20 ?

Cristina Diez Saguillo, qui représente ATD Quart Monde aux Nations Unies à New York, a suivi activement la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20 : *« Nous avons proposé plusieurs amendements au projet de document final de la conférence : que les personnes souffrant le plus de la dégradation de l'environnement (et en particulier les populations vivant en grande pauvreté) y soient reconnues comme ayant une expérience essentielle du développement durable ; que l'on insiste sur les moyens à mettre en œuvre pour permettre leur participation réelle aux politiques, en particulier aux suites de Rio+20 et à l'évaluation des Objectifs du Millénaire ; que les 'Principes directeurs sur l'extrême pauvreté et les Droits de l'Homme' ¹⁰ soient adoptés par les Nations Unies et renforcent une approche du développement durable basée sur les Droits de l'Homme. Nous demandons la promotion d'une approche économique qui parte d'initiatives locales où les moyens sont utilisés pour accroître le bien-être des communautés et non pas uniquement pour faire des profits ; nous demandons la promotion du travail décent dans les stratégies de développement et la reconnaissance du droit à un environnement sain pour tous ; nous souhaitons la création d'un socle de protection sociale universelle qui inclut la santé, l'éducation et des systèmes de revenu minimum pour celles et ceux qui se retrouvent dans l'incapacité de travailler ; nous proposons que les États et les organismes mesurent l'impact des effets des politiques de développement sur les populations en grande pauvreté et aient les moyens d'y*

¹⁰. Ces principes ont été soumis au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies en septembre 2012. Ils reposent sur trois principes : indivisibilité des Droits de l'Homme, participation des personnes vivant dans l'extrême pauvreté et non-discrimination. Voir : *Vers l'adoption de principes directeurs sur l'extrême pauvreté et les Droits de l'Homme*, www.atd-quartmonde.fr/IMG/pdf/dgps_leaflet_french3.pdf

faire face ; nous demandons que la production alimentaire soit préservée dans chaque pays et que les Droits de l'Homme soient protégés dans les accords internationaux de commerce. » ¹¹

Évaluation des Objectifs du Millénaire pour le Développement

Douze ans après le lancement des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le constat est que les plus vulnérables ne sont pas atteints. Pourquoi ? Qu'est-ce qui a échoué ? Qu'est-ce qui a réussi ?

ATD Quart Monde mène une évaluation des OMD en s'appuyant sur une résolution des Nations Unies ¹² qui invite tous les acteurs concernés par les OMD « à favoriser la participation active de ceux vivant dans l'extrême pauvreté à la conception et à la réalisation des programmes et des politiques ». Le projet se déroule de mars 2011 à septembre 2013 dans huit pays où ATD Quart Monde est présent : Belgique, Brésil, Bolivie, Burkina Faso, Guatemala, Haïti, Madagascar, Pérou, République de Maurice et Philippines.

Par cette évaluation, nous voulons contribuer à ce que le processus, qui doit définir, pour l'après 2015, les Objectifs de Développement Durable (ODD) et la suite des OMD, soit construit avec une vraie participation des populations vivant dans l'extrême pauvreté et avec une approche fondée sur les Droits de l'Homme qui associe les trois piliers du développement durable : l'économique, le social et l'environnemental.

Thierry VIARD
ATD Quart Monde

¹¹. Extrait de l'interview de Cristina DIEZ SAGUILLO, *Une économie verte doit conduire à une économie plus équitable*, www.atd-quartmonde.be/Une-economie-verte-doit-conduire-a.html

¹². Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies : A/RES/66/215.